



■ traitement des déchets

"Sans la réalisation d'études alternatives L'incinération est toujours d'actualité"

UNE dizaine de mois après la parution de leurs

« Propositions pour un plan alternatif » relatives au traitement des déchets en Corse, les membres du collectif contre l'incinération restent mobilisés. Inquiets même, alors que l'hypothèse de l'implantation d'un incinérateur dans l'île semble bel et bien avoir été abandonnée par le Syvaded, syndicats chargé d'élaborer le plan d'élimination des déchets et sa mise en application. Marie-Dominique Loyé, qui milite au sein du collectif, s'explique.

Pourquoi votre collectif reste-t-il si mobilisé alors que le Syvaded, par la voix de son président, indiquait en juillet 2007 que la création d'un incinérateur

en Corse était écartée ?

Si l'on n'opte pas pour l'incinération, il faut bien faire autre chose à la place, ce qui réclame des études et une planification. Or, depuis cette annonce du Syvaded qui remonte à presque un an, nous n'avons eu vent d'aucune nouvelle étude. De plus, si l'on ne révisé pas le cadre légal que constitue le Plan interdépartemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PIEDMA), il est toujours d'actualité de recourir au traitement thermique des déchets dans une unité de valorisation énergétique. En d'autres termes, d'implanter un incinérateur en Corse. Depuis juillet 2007, le dossier n'a pas avancé d'un pouce, malgré les allégations de certains. Tant que des études

alternatives n'auront pas été réalisées, l'incinération est toujours là...

Pour vous, le Syvaded et certains élus chercheraient donc à noyer le poisson...

C'est notre conviction. L'idée d'implanter un incinérateur en Corse a provoqué une telle levée de boucliers que certains de ses partisans ont pris peur et ont préféré faire profil bas... pour des raisons électorales. L'an dernier, il y avait les élections présidentielles et législatives. Cette année, c'était au tour des municipales et des cantonales. Et il ne faut pas s'attendre à voir les choses trop évoluer ces deux prochaines années du fait des élections territoriales. Pendant ce temps, le site de Tallone continue de se

remplir... Et dans deux ans, on peut imaginer que certaines voix s'élèveront en disant que l'on est

maintenant pris à la gorge et qu'il faut régler une bonne fois pour toutes la question du traitement des déchets. Il suffira alors que le préfet du

moment tranche en évoquant l'application pure et simple du PIEDMA, qui est basé sur la mise en place de la fameuse unité de valorisation énergétique !

En juillet dernier, vous aviez publié des propositions pour un plan alternatif. Quel en a été l'accueil ?

Il n'y en a pas eu... Ces propositions, qui visaient à montrer qu'il existait d'autres solutions parfaitement viables à l'incinération, n'ont pas fait

la moindre vague ni, semble-t-il, soulevé le moindre intérêt chez les nombreux élus, dont ceux de l'Assemblée de Corse, qui en ont été destinataires...

Quelle suite allez-vous désormais donner à votre mobilisation ?

Outre la sensibilisation des élus sur le fait qu'il faut impérativement réviser le PIEDMA, nous allons mener une action « compostage » dans le rural, avant l'été. Il est question de mettre en place des composteurs dans plusieurs communes pilotes du centre Corse, afin de prouver l'intérêt de procéder au tri des fermentescibles. En supprimant les éléments organiques, on diminue jusqu'à 40 % le poids des déchets ménagers et l'on supprime les nuisances importantes qu'ils génèrent lorsqu'ils sont mélangés à d'autres matières.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN PISANI.



Marie-Dominique Loyé, à l'image de l'ensemble des membres du collectif contre l'incinération, s'inquiète du fait qu'aucune solution relative au traitement des déchets n'ait été officiellement présentée depuis l'abandon de l'incinération... (Photo S.P.)